

## LA FÉDÉRATION NATIONALE DES PARENTS D'ÉLÈVES APPROUVE LE PROGRAMME DE RATRAPAGE

# Récupérer le samedi pour le primaire et le moyen

*Les mesures de rattrapages des trois semaines de cours perdues suite au débrayage des travailleurs de l'éducation, prises par le ministère de l'Éducation nationale en concertation avec les parties concernées, semblent contenter tout le monde.*

**Irane Belkhedim - Alger - (Le Soir)** - Hier, les représentants de la Fédération nationale des parents d'élèves (FNPE), réunis avec le ministre de l'Éducation nationale, ont approuvé toutes les mesures annoncées pour récupérer les cours qui n'ont pas été dispensés.

Les cours de rattrapage pour les classes de terminale ne seront pas dispensés le samedi et l'après-midi du mardi.

A titre exceptionnel, les quatre premiers jours des vacances d'hi-

ver seront consacrés aux compositions du premier trimestre (les 20, 21, 22 et 23 décembre).

En outre, les vacances d'hiver et de printemps (du 14 et 15 février et du 2 et 3 mai) 2010 seront supprimées. L'année scolaire s'étalera jusqu'au 25 mai.

S'agissant du primaire et du moyen, les modalités de rattrapage «obéiront aux principes appliqués aux classes de terminale avec, en cas de besoin et après concertation avec les



représentants des parents d'élèves, les délégués des élèves, les enseignants ainsi que les chefs d'établissement, la possibilité de recourir à la journée de samedi», précise le ministère de l'Éducation dans un communiqué rendu public hier. Il a également été décidé d'élargir la Commission nationale de suivi des programmes aux syndicats du secteur en plus de la FNPE.

Les examens porteront seulement sur les cours qui ont été dispensés, insiste le la tutelle.

I. B.

### DJAMEL OULD ABBÈS :

## «J'ai vécu l'enfer au Caire»

*Le gouvernement est en phase de finalisation d'un avant-projet de loi qui devrait fixer expressément les quotas minimums obligatoires de femmes sur les listes électorales.*

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - C'est ce qu'a affirmé, hier lundi, le ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Communauté algérienne à l'étranger, Djamel Ould Abbès, au forum du quotidien national *El Moudjahid*, à l'occasion de la Journée de la femme arabe.

Ce texte de loi vient tout naturellement donner corps à la dernière disposition introduite à cet effet, lors de la dernière révision constitutionnelle, dans la loi fondamentale du pays.

A cette même conférence et sur un tout autre sujet, Ould Abbès s'est longuement étalé sur le fameux match Egypte-Algérie. «Moi même en tant que ministre, j'ai vécu l'enfer au Caire !» révélera-t-il. Avant de revenir sur la situation des étudiants algériens, en Egypte notamment.

«Ceux qui ont voulu regagner le pays, nous les avons pris en charge au niveau du ministère

(...). De son côté, le ministre de l'Enseignement supérieur a mis sur pied trois centres au niveau de Constantine, Oran et Boumerdès pour accueillir les étudiants avant de les réorienter vers d'autres universités, tant en Algérie qu'à l'étranger. Et, enfin, le président a chargé l'ambassadeur d'Algérie au Caire de prendre en charge les cas des bourses des étudiants demeurant encore en Egypte.»

K. A.



Photo : Samir Sid

### BÊJAÏA

## Les lycéens ferment la RN 12 à la circulation automobile

La RN 12 reliant la capitale des Hamadides et la wilaya de Tizi-Ouzou a été totalement fermée à la circulation automobile par les lycéens, au niveau d'Adekar. Après plusieurs réclamations auprès des autorités locales et des responsables du secteur de l'éducation pour exiger, entre autres, la prise en charge des problèmes de chauffage des salles de classe dans cette région montagneuse et glaciale d'Adekar, les lycéens ont décidé de prendre le taureau par les cornes en procédant à la fermeture à la circulation automobile de cette important axe routier traversant leur localité, pour exprimer leur ras-le-bol et surtout pour que leurs cris de détresse soient enfin entendus par qui de droit. «Nous sommes écoeurés par l'attitude de nos responsables qui n'ont rien fait pour prendre en charge nos doléances. Basta aux fausses pro-

messes ! Nous ne pouvons plus continuer à suivre les cours dans ces conditions de froid extrême», tonnaient des élèves protestataires.

Hier, dans l'après-midi, des automobilistes étaient encore bloqués dans un bouchon monstre généré par l'action musclée des protestataires. Affichant une ferme détermination à se faire entendre, les lycéens manifestants ont même bloqué les principaux accès routiers de déviation, tant à l'entrée qu'à la sortie de la ville d'Adekar. Intervenant sur les ondes de la radio locale, le maire d'Adekar, tout en reconnaissant la «légitimité» des revendications des lycéens, a annoncé qu'il allait se réunir avec les responsables du secteur de l'éducation pour la prise en charge des problèmes soulevés.

A. Kersani

### MAIN-D'ŒUVRE ÉMIGRÉE

## Comment transformer ce phénomène en un processus de développement ?

La migration pour l'emploi progresse de plus en plus, entraînant un dépouillement des cadres des pays d'origine.

Pour transformer ce phénomène en un moyen de développement, les professionnels appellent à un partenariat gouvernement-organisations patronales-syndicats.

Cette tripartite va permettre de mettre en place des actions collectives des pays africains, selon le SG de l'UGTA, qui a pris part, hier, au séminaire sur «le rôle de l'entreprise dans le processus de migration», organisé par la Confédération générale des entreprises algériennes, en collaboration avec l'Organisation internationale du travail en Afrique et le bureau de l'OIT à Alger.

A travers une stratégie commune, notamment par la création de microentreprises, la lutte contre le chômage, les pays africains pourraient, selon les intervenants, offrir des opportunités de travail à la main-d'œuvre qualifiée locale, dans leur pays d'origine, ce qui permettra d'éviter à ces cadres qui désertent leur pays, faute de moyens et de conditions de vie décentes, de se voir être les otages d'une discrimination dans les pays d'accueil.

Sidi-Saïd a également appelé à la mise en place d'une charte économique et sociale africaine pour trouver des solutions à ce fléau.

Selon le président de la Confédération générale des entreprises algériennes, les travailleurs migrants contribuent, par leur activité, à la croissance et au développement du pays d'accueil, aux dépens de leur pays d'origine.

L'objectif de ce séminaire étant, a-t-il dit, d'aboutir à une approche pratique faisant de la migration un outil efficace de développement, au lieu d'être à l'origine de la pauvreté, de la précarité et surtout de la discrimination.

Salima Akkouche